

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—Etats-U., \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. XII.

No. 40.

JEUDI, 6 OCTOBRE 1881

Prix du numéro 7 centins.—Annonces, la ligne, 10 centins.
Toute communication doit être affranchie.
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

AVIS IMPORTANT

L'Opinion Publique est publiée tous les jeudis par les nouveaux propriétaires. L'impression, les gravures, etc., etc., se font à la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les États-Unis ; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'about de trois mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées au Gérant de la Compagnie Litho.-Burland, au bureau de *L'Opinion Publique*.

Adresser les correspondances littéraires : " Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

LES MONARCHISTES

En 1871, les différents partis monarchiques de France comptaient quatre cents députés dans la Chambre ; ce nombre est tombé à quatre-vingt-dix aux élections du mois d'août dernier. Ce renversement dans la force relative des partis au Parlement indique-t-il un changement correspondant parmi le peuple ? Personne n'oserait l'affirmer en France. Sans doute, l'idée républicaine a fait du progrès, mais pas autant que l'indiquerait le nombre des députés républicains.

Mais comment expliquer cette défaite des légitimistes et des partisans de l'empire ? Les causes en sont multiples. Le bonapartisme qui naguère gagnait du terrain jour par jour, a reçu son coup de mort dans le Zoulouland ; il est tombé avec le prince, fils de Napoléon III. Jamais le prince Jérôme n'a été accepté comme chef par les anciens impérialistes, qui sentaient qu'aller à la bataille avec un tel homme, c'était courir à la défaite. Le bonapartisme est mort, ou du moins paraît l'être.

Si les républicains n'ont pas présenté un front uni à l'ennemi, s'ils étaient divisés en irréconciliables et opportunistes ou gambettistes, les amis du comte de Chambord n'étaient pas sans avoir leurs divisions intimes. Mais ce qui a surtout nui aux conservateurs de toutes nuances, c'est leur abstention. Qui le croirait, une foule de ces braves gens qui passent leur vie à se lamenter sur les malheurs que la République cause à la France, et ceux qu'elle lui prépare, qui croirait qu'ils se sont abstenus de prendre part à la lutte électorale ? Rentrés, dans leurs châteaux, ils ont préféré la chasse au cerf à la chasse aux électeurs. Ils accusent les républicains de vouloir ramener 93, mais, en vérité, ils leur font la partie belle ! Le *Figaro*, irrité de cette apathie et de cette indifférence, ne les ménage guère. Parlant de la défaite du seul candidat légitimiste de Paris, M. Godelle, il écrit :

" L'échec de M. Godelle est tout à fait désobligeant pour le parti conservateur, mais il ne saurait s'en prendre qu'à lui-même.

" Ses journaux ont tous fait leur devoir ; ils ont insisté sur la prodigieuse et dangereuse quantité d'abstentions qui avaient déjà signalé le premier scrutin, sur le petit nombre de voix nécessaire à M. Godelle pour avoir la majorité, sur l'intérêt moral qu'il y avait à garder dans la députation de Paris, un représentant des idées et des intérêts conservateurs.

" Les adjurations de la presse ont été sans effet ; M. Godelle a eu près de deux cents voix de moins que le 21 août. Y verrons-nous une preuve de notre impuissance et du progrès de l'idée républicaine dans un arrondissement essentiellement anti-démocratique ? Nullement ! Nous y voyons, par exemple, une preuve de la naïveté des journalistes qui se font conservateurs et

qui suent sang et eau pour défendre des millions qu'ils n'ont point et des propriétés devant lesquelles ils se contentent de passer.

" Philosophiquement parlant, la chose est de la plus haute ironie : nous sommes dans nos bureaux de journaux, brûlés par la chaleur du gaz, asphyxiés par l'odeur de l'encre d'imprimerie, nous nous escrimons en l'honneur de messieurs qui sont les uns à la chasse, les autres aux eaux, ceux-ci aux bords de la mer, ceux-là dans leurs châteaux.

" Lesdits messieurs devaient venir voter, ils ne votent point, et assurément ils nient beaucoup de ces freluquets de journalistes qui s'égosillent à défendre la bonne cause.

" M. Godelle devait être nommé ; il ne l'est point par la faute des conservateurs. Nous ne perdrons point de temps à les plaindre, mais il nous sera permis de prendre désormais leurs lamentations moins aux sérieux."

M. de Pontmartin prend le texte d'un roman de M. Albéric Second, la *Vie Facile*, pour traiter le même sujet dans la *Gazette de France* :

" C'est si rebutant, dit M. de Pontmartin, la vie difficile ! C'est si commode de vivre au jour le jour, de se désintéresser d'une politique ennuyeuse ou odieuse, de se distraire des anxiétés publiques ou des humiliations nationales sur le turf ou devant le tapis vert, à l'Opéra ou à Luchon, aux concerts de bienfaisance ou aux bals de charité ! En attendant monsieur le pillard, monsieur le partageux, monsieur l'incendiaire ou monsieur le bourreau, on jouit gaiement de tous les biens de ce monde ; on monte à cheval, on danse, on cause, on flirte, on nage, on colporte les commérages du casino et les échos de la grève.

" On dépense cent mille francs pour sa meute et deux cent mille pour son écurie. On ouvre nonchalamment un journal, et si le Premier-Paris signale quelques points noirs, si Saint Genest redouble de verve incisive et de prédictions sinistres, si Ph. de Grandlieu nous donne, avec son entraînant éloquence, les *Philippiques*, les *Verrines* et les *Catilinaires* du grand martyr de Charonne, on se hâte de passer à la seconde page, où s'étalent toutes les joies du *high life*, où miroitent tous les diamants, où s'épanouissent toutes les fleurs des serres chaudes aristocratiques, où pas un détail n'est omis des toilettes de la princesse, des parures de la marquise, des robes à traîne de la duchesse, des savantes indiscretions du corsage de la baronne ? S'occuper des élections au mois d'août, en pleine canicule, allons donc !"

Cette indifférence des monarchistes s'est déjà vue en France dans des circonstances presque analogues. M. Taine, dans son admirable Histoire de la Révolution Française, démontre que la révolution de 93 a été faite par une infime minorité de Français ; que la majorité se désintéressait des élections et laissait le champ libre aux ultras, aux violents. D'après ce célèbre écrivain, sur quatre votants un seulement votait ; cette proportion est allée jusqu'à un sur seize. Ecoutez-le :

" Il est insupportable de voter si souvent ; tant de prérogatives finissent par devenir une corvée ; dès les premiers mois de 1790, la majorité s'en dispense et le chiffre des absents est énorme. A Chartres, en mai 1790, sur 1,551 citoyens actifs, il y en a 1,447 qui ne viennent pas aux assemblées primaires. Pour la nomination du Maire et des officiers municipaux, à Besançon, sur 5,200 électeurs inscrits, on compte 2,141 absents, etc., etc..... Ainsi, pour un électeur qui vote, il en est quatre, six, huit, dix et jusqu'à seize qui s'abstiennent."

Le *Correspondant*, après avoir déploré cette indifférence du parti légitimiste, laisse échapper cette boutade :

" Le parti conservateur est excellent pour gémir, mais non pour agir !"

A. D. D.

Dans le prochain numéro nous publierons le portrait et la biographie du regretté le Dr Hubert Larue, enlevé trop tôt à sa famille et à ses nombreux amis.

FRANCE, ANGLETERRE ET IRLANDE

A peine débarrassé des préoccupations électorales, M. Gambetta s'est remis à accepter les invitations qui pleuvent sur lui de droite et de gauche de différents points de la France. Au commencement de septembre, il était en Normandie ; les citoyens de Honfleur, de Neubourg, de Pont l'Évêque l'ont vu et acclamé comme un roi. Le correspondant du *Times*, qui a suivi l'ex-président de la Chambre, a noté au cours du voyage des faits qui accentuent l'idée qu'on se fait partout de l'omnipotence du maître actuel de la France. Comme preuve de l'importance qu'on attache aux moindres de ses paroles, il nous informe qu'environ soixante reporters et une armée de télégraphistes accompagnaient le futur premier ministre ou futur président de la république française. Les discours de M. Gambetta, dans cette tournée politique, contrastent singulièrement avec ceux qu'il a prononcés avant les élections du 21 août. Ils sont empreints d'une quasi modération qui ne lui recruta pas d'amis à Belleville, son château-fort d'autrefois, qui a élu un de ses adversaires M. Tony Révillon. M. Gambetta a été presque tendre pour le Sénat. Il ajourne le scrutin de liste à quatre ans, le scrutin de liste qui lui a causé tant d'amers chagrins. Il a mis ses auditeurs en garde contre les utopies, les changements brusques. On a compris par là qu'il n'était pas pressé de reviser la constitution comme il le donnait à entendre avant le 21 août.

Que conclure de là ? M. Gambetta se lançait-il avant les élections dans les tirades radicales pour enlever d'assaut ses amis de Belleville ? Il est assez probable que les exagérations de ses discours n'étaient que des manœuvres électorales. Il se sent perdu à Belleville et il ne veut plus ménager ce qu'on appelle la queue du parti républicain.

Dans tous les pays de gouvernement représentatif, on sacrifie beaucoup à la veille des élections, aux manœuvres électorales, mais nulle part plus qu'en France. Les candidats, à peu d'exceptions près, doivent s'y faire les esclaves du suffrage universel : Quels esclaves et quels maîtres ! Nous ne connaissons rien de plus humiliant pour la nature humaine que ces aplatissements d'hommes de talent devant la populace ignorante et corrompue des grandes villes !

Une revue française, la *Revue des Deux-Mondes*, qu'on ne taxera pas de rigueur pour le régime représentatif, s'écrie à la vue de ces manœuvres : " Il faut en convenir, c'est en somme une triste chose que la littérature électorale. Le superlatif y foisonne, l'adjectif s'y étale et s'y pavane dans toute sa pompe. C'est le règne du panache et de la phrase, c'est le triomphe de l'exagération et de l'absurde, c'est un défi perpétuel porté à l'humaine imbécillité ! Quelles amorces on lui présente ! par quels mensonges on l'amuse ! Les plus modestes promettent à leurs électeurs des places de gardes champêtres, des bureaux de tabac, des ponts, des canaux, des chemins de fer..... D'autres se font forts de nous débarrasser, en un tour de main, de tout ce qui nous entrave et nous gêne ; qu'on les laisse faire, ils supprimeront d'un coup le Sénat, la magistrature inamovible, le service militaire et peut-être l'impôt et sûrement le sens commun qui, de toutes les tyrannies, est la plus gênante. Nous avons lu une affiche dont le signataire s'engageait à procurer à tous les Français le bien-être et la gloire. Nous en avons frissonné de plaisir.

Ce qui a le plus frappé le correspondant du *Times* dans les différents discours de M. Gambetta, ce sont ses déclarations en faveur d'un traité de commerce. Il y a vu une avance faite à l'Angleterre, d'autant plus que M. Tirard, ministre du commerce, a aussi incliné du côté libre-échangiste. " Il serait inutile, a dit M. Gambetta, de creuser des ports, de multiplier les chemins de fer, si nous n'avons pas de débouchés à notre commerce et surtout si nous ne tenons pas les anciens ouverts. Vous connaissez mes convictions, elles n'ont jamais changé. Je vous crois assez forts, assez industriels, assez hardis et en même temps assez expéri-